Burundi : Bunyoni inculpé et écroué pour «atteinte à la sûreté de l’État»

RFI,Â 09/05/2023 L'ancien Premier ministre et numÃ©ro 2 du pouvoir, le gÃ©nÃ©ral Alain-Guillaume Bunyoni, a Ã©tÃ© Ã©c lundi 8 mai Ã la prison de Ngozi, dans le Nord, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© officiellement inculpÃ© vendredi. Menottes aux poignets, pantalon et chemise de la couleur verte que portent les prisonniers au Burundi, Alain Guillaume Bunyoni est entrÃ© dans le palais de justice de Bujumbura entourÃ© de policiers qui le bousculait de temps en temps pour qu'il aille vite. Â« Ceux qui ont assistÃ© Ã son arrivÃ©e ne sont pas prÃ¨s d'oublier cette scÃ¨ne Â», a assurÃ© un tÃ©moin Ã RFI.

Il a donc comparu devant la Chambre du conseil de la Cour suprÃªme, qui a confirmÃ© son incarcÃ©ration pour les trois crimes que la justice lui reprochait dÃ©jÃ : lâ€™Â« atteinte Ã la suretÃ© intÃ©rieure de l'Ã‰tat Â» et Â« au bon fonctionnemen l'Ã©conomie nationale Â», ainsi quâ€™une Â« prise illÃ©gale d'intÃ©rÃªts Â». Sâ€™est ensuite ajoutÃ©e Â« la dÃ©tention illÃ l'outrage envers le chef de l'Ã‰tat Â», sans plus de prÃ©cisions. Il risque jusqu'Ã 30 ans de prison, selon un juriste. Homme immensÃ©ment riche et trÃ¨s craint, Alain-Guillaume Bunyoni faisait partie depuis l'accession au pouvoir de l'ex-rÃ©bellion du Cndd-FDD il y a 18 ans, du petit cercle de gÃ©nÃ©raux qui dirigent le pays d'une main de fer. ArrÃªtÃ© il y a une vingtaine de jours dans des circonstances non encore Ã©claircies aprÃ¨s une perquisition surprise de ses nombreux domiciles, il Ã©tait gardÃ© jusqu'ici au secret par le Service national de renseignement (SNR) qui dÃ©pend directement de la prÃ©sidence burundaise. AprÃ¨s plus de deux semaines sans aucun contact extÃ©rieur, il a pu parler Ã sa famille pendant quelques minutes avant d'Ãªtre acheminÃ© Ã la prison de Ngozi, 130 km au nord de Bujumbura, oÃ¹ toute une aile occupÃ©e jusqu'ici par une centaine de dÃ©tenus a Ã©tÃ© Ã©vacuÃ©e pour l'accueillir. Elle a Ã©tÃ© refaite Ã neuf et Ã©quipÃ©e d'un lit, d'une t siÃ¨ge, d'une douche ainsi que d'une salle de sport. Cela alors que 1 500 autres dÃ©tenus se pressent dans les quelque 300 places qui restent, dans des conditions qualifiÃ©es d'Â« inhumaines Â» par les organisations des droits de l'homme.